

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/582534/article/2024-04-21/pourquoi-lurgence-climatique-ne-semble-t-elle-pas-engendrer-une-urgence>

« Pourquoi l'urgence climatique ne semble-t-elle pas engendrer une urgence politique ? »

A l'occasion des élections du 9 juin 2024, « Le Soir » relance son opération « pourquoi ». Les abonnés peuvent soumettre leurs questions à la rédaction. Découvrez notre réponse à la question posée par Simon, d'Embourg.



La mobilisation lors des marches pour le climat ne s'est pas traduite en votes massifs pour les partis



écologistes, rappelle François Gemenne. - Photo News.
Planète

Chef adjoint du pôle

Par [Michel De Muelenaere](#)

Publié le 21/04/2024 à 16:59 Temps de lecture: 1 min



2024

Pourquoi

Le Soir répond à vos questions



Simon n'est pas le seul à se poser la question. Pourquoi, alors que les preuves et les rapports s'accumulent, que des études pointent les moyens d'agir et des solutions, alors que même chez nous le réchauffement fait des dégâts, l'urgence climatique (et environnementale) ne suscite pas une plus grande mobilisation politique ?

Soyons de bon compte : on a fait des progrès ces dix à vingt dernières années. Le climat est désormais un point important (sinon essentiel) dans tous les programmes politiques, alors qu'il en était naguère quasiment absent. Tant au niveau régional que fédéral, mais aussi dans les communes, des plans, des budgets, des mesures concrètes sont pris. Rénovation des bâtiments, développement des renouvelables, investissements pour la mobilité active (vélo, marche), mesures en faveur des circuits courts, de l'économie circulaire, d'une agriculture et d'une alimentation plus durables... le climat fait bouger les politiques.

À lire aussi [Un nouveau centre belge pour évaluer les risques climatiques et environnementaux](#)

Mais ces progrès sont insuffisants. Au train où vont les choses, la Belgique n'atteindra pas son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2030 (-55 % par rapport à 1990). Elle accuse du retard dans ses politiques d'adaptation. Et si l'attention pour la question climatique a progressé, elle est encore peu marquée par l'urgence, et surtout ne percole pas dans toutes les politiques.

Les raisons de cette lenteur ? Elles sont légion, mais pointons-en quelques-unes.

1

Le manque de connaissance

Même si on en parle beaucoup, les questions climatiques restent méconnues du milieu politique. Peu ont eu « cours de climat » et ceux qui ont lu [les rapports du Giec](#) se comptent sur les doigts d'une demi-main. Ces thématiques sont encore fraîches dans le débat politique. Et elles ont été imposées par les circonstances : on ne s'en est pas saisi spontanément. Et quand ils en connaissent les grands principes, les responsables politiques (peu mis sous pression par les médias) en ignorent souvent les ramifications et les implications, résumant souvent le débat au nucléaire et à la voiture électrique. Sans compter que même en politique, certains doutent ou relativisent toujours – comme dit le café du commerce, quelques degrés de plus ne feraient pas de mal à la Belgique. Bref, le climat vient après les choses « sérieuses ».

À lire aussi [Les partis et le climat : même préoccupation, recettes différentes](#)

2

La complexité

Reconnaissons que le sujet est complexe. Techniquement, il fait appel à des connaissances scientifiques pointues et sans cesse en développement. Des incertitudes subsistent. L'enjeu climatique et ses solutions sont « systémiques » : ils concernent toutes les politiques – de la défense à la culture, en passant par la migration, l'économie ou la politique sociale. Les actions à prendre ont des conséquences en cascade dont il faut tenir compte. Elles ne dépendent pas d'un seul acteur, mais de tous. Aussi bien le politique que les entreprises, les investisseurs et les individus. Or, la réflexion systémique est plus compliquée et moins lisible. Plus difficile à expliquer à l'électeur...

3

Le décalage

Apporter des solutions à la crise climatique, c'est imaginer aujourd'hui des mesures destinées à affronter des impacts futurs et encore incertains, qui concernent tant les générations actuelles que celles à venir. Avec des indicateurs imparfaits, quand ils ne sont pas carrément inexistant, il faut savoir dès aujourd'hui imaginer l'ampleur des menaces et construire des trajectoires de changements. Un exercice peu compatible avec le « temps politique », braqué sur le court terme et les échéances électorales. Pas évident à « vendre » à l'opinion.

4

Le déplaisir

Même si les gains à terme sont incontestables, agir pour le climat n'est pas (toujours) positivement connoté. Repenser sa mobilité, consommer plus modérément, moins prendre l'avion, moins se chauffer... Rien de bien sexy pour les partis, et ceux qui cherchent à retarder les changements exploitent résolument le repoussoir de mesures « punitives ». « Le but ultime de la politique », explicite François Gemenne, politologue à l'ULiège, « c'est d'améliorer la vie des gens. C'est pour ça que les partis ont tendance à promettre monts et merveilles. La promesse de l'action climatique, c'est du sang et des larmes, pour des bénéfices qui apparaissent souvent lointains, distants et incertains. Globalement, le narratif de l'action climatique, c'est qu'il va falloir faire des efforts, renoncer à plein de trucs qu'on aimait bien, tout ça pour quoi ? Pour éviter des risques qui sont de toute façon décorrés de nos actions individuelles. Politiquement, ça ne marche pas. »

À lire aussi [« Pourquoi n'agissons-nous pas davantage contre le réchauffement climatique ? »](#)

5

La réfutation

La question climatique remet en cause des conceptions profondément ancrées, presque intangibles. Elle titille certains tabous : l'addiction de notre économie et de notre société aux énergies fossiles, le développement fondé sur l'accumulation de richesses économiques et de ressources naturelles, la croissance assimilée au progrès, le capitalisme mondialisé, l'individualisme, certaines valeurs de base de nos sociétés de consommation... Or, les politiques sont rarement des révolutionnaires. Eux-

mêmes font partie du système et ont contribué à surinvestir les options technologiques et marchandes. Ils appartiennent aux classes sociales les plus aisées (donc les plus polluantes) qui auraient peut-être à « perdre » de la transition. Individuellement, c'est déjà compliqué. Politiquement, c'est risqué. Qui a envie de se tirer une balle dans le pied ? Voilà notamment pourquoi certains s'accrochent à la conviction qu'une solution technologique – le nucléaire, la capture du carbone, la voiture électrique... – viendra régler le problème, sans qu'il faille mettre en question le système socio-économique, nos comportements ou nos valeurs.

6

L'« effet Churchill »

« Churchill est le héros de la Seconde Guerre mondiale », poursuit Gemenne, « mais il est sévèrement battu aux élections qui suivent l'Armistice. Simplement parce qu'il est associé à des souvenirs de guerre que les gens veulent oublier. Le problème du climat, c'est que c'est souvent associé à des nouvelles plombantes et déprimantes. Quel politicien voudrait être associé à ça ? »

À lire aussi [Climat : l'adaptation en Wallonie, lente, coûteuse mais vitale](#)

7

Le faible dividende électoral

« Même au pic des marches pour le climat », ajoute encore François Gemenne, « on n'a pas observé de vote massif en faveur des partis écologistes, qui étaient (sont) les plus engagés sur la question. Ce n'est pas un sujet qui rapporte des voix. Quand on regarde les sondages, on voit que ce n'est pas parce que les gens sont tracassés par le changement climatique qu'ils en font nécessaire une priorité politique. »

8

L'idéologie

Le changement climatique est un fait social et politique. Le voir par le petit bout de la lorgnette peut créer un blocage. « Le climat, c'est "un truc d'écologiste". Pourquoi m'engager sur les plates-bandes de ce parti ? », pensent les uns. « Il n'y a pas d'écologie sans les écologistes », prétendent les autres. « Pourquoi changer mon programme politique ? Agir pour le climat ne remet-il pas en cause ma priorité aux questions sociales ou ma priorité à la croissance économique ? », souffle-t-on ailleurs.

9

Les intérêts

Les freins sont aussi privés : les secteurs et les entreprises qui pensent avoir le plus à perdre agissent puissamment pour contester la science, retarder les échéances. Et, on le voit, beaucoup de politiques sont très à l'écoute des lobbies : les porte-parole des bénéficiaires sont plus écoutés que ceux qui parlent des coûts. Les populations baignent aussi dans une histoire, des schémas, des verrouillages puissants et complexes à défaire. Il n'y a ni solution disponible immédiatement « sur l'étagère », ni récit miracle qui permettrait, en changeant les comportements, de faire tout basculer.

► Marc (Bruxelles), Martine (Woluwe-Saint-Pierre), Véronique (Namur), André (Hotton), Claire (Bruxelles), Frédéric (Chastre), Fabien (Braine-l'Alleud), Yannick (Bruxelles), Josiane (Bruxelles) et Marc (Durbuy) ont posé une question sur le même thème. **Vous aussi, posez vos questions à nos journalistes sur www.lesoir.be/pourquoi**